

Journal de campagne N° 2

Stratégies médiatiques : la question des images

Comme les précédentes, mais plus encore que les précédentes, la campagne présidentielle de 2007 accorde une place essentielle au jeu médiatique, à la presse en général et plus encore aux images puisque c'est là-dessus qu'une nouvelle fois tout se jouera peut-être.

La machine à décérébrer du père Ubu fonctionne désormais sans discontinuer : chaque jour, chaque nuit apportent leur contingent de bruits, de rumeurs et de métamorphoses. *Le viol des foules par la propagande politique*, analysé par Serge Tchakhotine en 1939 est aujourd'hui largement dépassé par le jeu des médias qui font et défont l'opinion publique, la réussite ou l'échec des hommes et femmes politiques.

« Vous n'avez pas le monopole du cœur ! »

Beaucoup se rappellent comment ce retour croisé de Giscard à Mitterrand - qui entamait un refrain populiste, sur un air connu - et permit au premier d'engranger un avantage significatif. La réplique arriva sept ans plus tard, comme le coup de pied de la mule du pape, lorsque Mitterrand décocha à son adversaire un : « Vous êtes l'homme du passif ».

Ces phrases ne firent certes pas toute l'élection à elles seules, mais elles y contribuèrent grandement. Chirac contribua à ces deux élections successives, aux résultats opposés : en manipulant les médias et instrumentalisant quarante-trois gaullistes, il assura la victoire de Giscard en 74, puis sa défaite en 81, quand il fit voter pour Mitterrand (trahison quand tu nous tiens !) ... qui lui renvoya l'ascenseur et le fit élire contre Balladur.

Mémorable année 1974 ! Le destin facétieux mit un terme à l'existence de Pompidou quatre ans après la mort de de Gaulle - celui-ci était mort la veille du 11 novembre 1970, celui-là s'éteignit le lendemain du 1^{er} avril 1974 !

Chaban-Delmas, qui avait été renvoyé malproprement par la bande des quatre - Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Jacques Chirac et Pompidou lui-même, qui ne voulaient pas entendre parler de Nouvelle Société (pensez donc : établir une société sur le contrat !) - pouvait espérer accéder à la présidence et prendre ainsi sa revanche.

Fin avril 1974, les intentions de vote pour Chaban et Giscard (que Chirac a rejoint avec 4 ministres et 39 députés, quinze jours plus tôt) étaient au même niveau dans les sondages : 18% des voix chacun, 13% allant à Edgard Faure, qui allait retirer sa candidature.

C'est alors que se produisit une manipulation qui, dans une démocratie, relèverait de la forfaiture. Un soir, juste avant le journal de 19 heures, les radios interrompent leurs émissions pour annoncer un communiqué en provenance du Ministère de l'Intérieur : les Renseignements Généraux étaient formels, en cas de second tour Chaban/Mitterrand, ce dernier l'emporterait ; en cas de duel Mitterrand/Giscard, Giscard serait vainqueur.

Le résultat ne se fit pas attendre : dans le sondage publié par les journaux les jours suivants, Chaban avait perdu cinq points qui allaient à Giscard ; le différentiel de dix points était absolument impossible à combler pour Chaban.

Quel était donc le ministre de l'Intérieur qui divulguait les « informations », vraies ou fausses, réelles ou supposées des R.G. ?... Jacques Chirac.

On comprend bien pourquoi Sarkozy, dont la première expérience politique remonte, rappelle-t-il, à cette époque de la liquidation de la carrière politique de Chaban par Chirac, ne quittera l'Intérieur qu'au dernier moment. C'est là le lieu stratégique où il est le mieux protégé ; de là il peut diriger les manœuvres, surveiller, et quasiment tout contrôler, trop peut-être, trop sans doute puisque ses services font du zèle et se livrent à des enquêtes qui risquent de sortir de la légalité ; dérives « naturelles » ou dérapages qui augurent mal de la suite ?

Mais dans l'art de la caramboustille, l'élection de 2002 tint du chef-d'œuvre. Rappelons-nous ! Chirac était au plus bas dans les sondages ; en fait il en était réduit à son poids réel, 14% des inscrits. L'affaire était entendue, d'autant plus qu'il était mis en cause dans six affaires d'importance. Il traînait derrière lui, non pas une casserole, mais une vraie batterie de cuisine. Son image était ternie au plus haut point en France comme à l'étranger ; il se voyait, comme Don Diègue, passer à la postérité chargé d'infamie :

*Ces cheveux [...], Ce sang [...], Ce bras [...]
Descendaient au tombeau tous chargés d'infamie...*

Et certes ce fut le rôle que s'assigna sa fille Claude : lui donner une figure un peu plus présentable face à l'Histoire. Effectivement il s'est redonné une stature de chef d'Etat sur le plan international et sera bien inspiré de s'en tenir là, de ne pas livrer le combat de trop. Mais, jusqu'au dernier moment, il ne modifiera rien dans le système qu'il a mis en place et utilisé pendant toute sa carrière, et qui consiste à continuer de distribuer places et prébendes à ses affidés, à sa clientèle.

***C'est moi qui ai fait ceci, dit ma mémoire ; impossible dit mon orgueil.
Finalement c'est la mémoire qui cède. - Nietzsche -***

Pierre Péan vient d'écrire une stupéfiante biographie de Chirac qui suit la maxime bien connue des propagandistes : plus c'est gros, mieux ça passe !

Chirac et sa fille veulent qu'il quitte la scène bien propre sur soi, bien comme il faut... en odeur de sainteté.

Reconnaissons d'abord les principaux mérites de l'aspirant à la béatification. Il a su ne pas entraîner la France dans la seconde guerre d'Irak, alors qu'au moment des vœux, rien n'était joué : nos soldats devaient se tenir prêts, au cas où... A Toulon, l'escadre était prête à appareiller. Il a su dire non !

Il a dit la responsabilité de l'État français sous Vichy et s'est refusé à toute alliance avec l'extrême droite que Mitterrand avait instrumentalisée. Il s'est toujours montré hostile à l'antisémitisme, mais il a su réagir vivement au comportement grossièrement provocateur du service d'ordre israélien lors de sa visite à Jérusalem.

Tout cela n'est pas rien ! La paix est la chose la plus importante, et il a fait ce qu'il pouvait voici peu de temps encore, pour tenter sinon de ramener la paix, du moins d'arrêter le feu des armes au Liban.

A cela on pourrait ajouter encore son souci, récent, de l'avenir écologique de la planète ; son refus du racisme, alors même qu'il a tenu des propos bien ineptes à certains moments.

Mais si l'on reprend les quarante ans de vie politique de Chirac, que de trahisons, que de stupidités (l'appel de Cochin), de fanfaronnades, de bluff au seul profit de sa carrière. Que d'actes aussi dont il aurait dû rendre compte. Les propos de Méry sur sa cassette, les jugements qui condamnent les lampistes, sont pour lui « abracadabrantiques »... « ça fait pschitt !! ». Sans doute ne sera-t-il pas inquiet : les magistrats mis en place ont bouclé la quasi-totalité des affaires à propos desquels les juges souhaitaient l'entendre et qui sont désormais classées.

Il a établi, grâce aux institutions révisées à cet effet, un clientélisme généralisé, système qui perdurera jusqu'au dernier jour de son mandat. Inutile de citer des exemples, quelques-uns, une faible partie sans doute, ont été rendus publics récemment encore. Pour Chirac, ces pratiques sont totalement rédhibitoires, elles lui sont consubstantielles. Il n'a jamais su faire autrement ; il est vrai qu'en son temps Mitterrand dota bien ses féaux de prébendes et sinécures !

Il faut donc partir d'un grand rire rabelaisien lorsque le Tout-Paris médiatique, ce Landerneau de la culture, pour lequel deux arrondissements de la capitale constituent les limites du monde connu, écoute Péan présenter son hagiographie chiraquienne, sans rien dire, buvant comme du petit lait toutes les affirmations les plus surprenantes. On apprend que Chirac n'est pas un homme d'argent ! On se demande donc pourquoi la dotation budgétaire qui est la sienne à l'Élysée a été multipliée par huit en douze ans, pourquoi les frais de bouche de la mairie de Paris étaient si considérables lorsqu'il occupait les lieux !

Et l'admiration, la déférence de Chirac pour Mitterrand ! Comment prendre au sérieux ce qui relève de la franche rigolade ; il suffit de revoir les images des conseils des ministres de la première cohabitation !

Le pire de tout cela, le résultat des quarante années de vie politique dont douze ans de présidence de Chirac, venant après quatorze années de présidence Mitterrand qui ne valent pas mieux... c'est le désaveu de la politique par un très grand nombre de citoyens ; c'est le scrutin d'avril 2002, le vote pour les extrêmes et l'abstention de la moitié du corps électoral. Les manipulations médiatiques, le jeu de bonneteau des politiques ont certes donné une majorité « légale » surabondante au président ; ses 14% de voix des inscrits au premier tour lui ont permis d'être élu par 82% des votants au second. Mais la démocratie réelle a été mise à mal dans cette affaire, comme elle l'a été depuis la seconde partie du mandat de Pompidou. Les Français ont aujourd'hui une conscience diffuse de la gravité de la situation, et certains comprennent qu'il ne suffira pas d'un vote pour restaurer la démocratie.

L'agitation pré-électorale, un signe que le système est dans l'impasse

J'ai développé ailleurs une longue analyse mettant en évidence la nécessité de ***Restaurer la démocratie***¹. L'agitation des périodes pré-électorales serait, si besoin était, une preuve supplémentaire que notre démocratie ne fonctionne plus. Les citoyens savent désormais par expérience qu'une fois le vote acquis, le président et les députés ramassent toutes les promesses de campagne dans l'armoire aux accessoires, réservée aux appâts et aux leurres, jusqu'à la prochaine campagne. Désormais, on est entre soi et on fait ce que bon nous semble pour les proches et les amis, à commencer par la distribution des postes ministériels.

Les images des candidats

¹ - Le lecteur pourra consulter ce texte sur l'un des deux sites ci-dessous :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/benoit_jean_louis/restaurer_la_democratie/restaurer_la_democratie.html
<http://premiumwanadoo.com/lippi.christian/>

Aujourd'hui, les principaux candidats, ceux entre lesquels tout va se jouer, sont présents. Place donc à la guerre des médias puisque c'est là que tout se joue. La victoire de Chirac en 2002 est le résultat du premier coup d'Etat médiatique : pour les actionnaires des grands groupes privés qui contrôlent 80% des médias, comme pour le service public qui donna même dans la surenchère, il fallait sauver le soldat Chirac.

Jospin n'a pas vu le coup venir, pas su y faire face. Caillassé par des étudiants palestiniens devant l'université de Bir Zeit, en 2000, il fut matraqué par la presse qui condamnait, avec Chirac, une transgression du « domaine réservé »... qui ne figure pas dans la Constitution !

En 2001, il fait un voyage au Brésil pour rencontrer Lula et se donner ainsi une carrure internationale ; les journalistes qui ont été conviés au voyage font un *black out* complet. Ensuite, pendant les douze mois qui précèdent le premier tour, le spectacle des violences, des voitures qui brûlent est omniprésent aux journaux télévisés du midi et du soir des deux grandes chaînes.

« *Poison d'avril* » qui est passé sur Arte le 19 janvier, rappelle qu'en un mois, le « 13 heures » de France 2 a consacré soixante-trois sujets à l'insécurité, devançant nettement TF1, avec quarante sujets ! »²

Au fond des villages les plus calmes et les plus reculés, les téléspectateurs n'ont donc pas hésité à voter Le Pen au premier tour, parce que : « *Quand on voit ce qu'on voit...* » ! Effectivement, on ne voyait que cela. Pour le second tour, on aviserait, on voterait peut-être Jospin, mais on lui aurait donné une leçon ! Effectivement, on a vu ! Toutes ces manipulations ont déplacé bien plus des 300000 voix qui ont faussé la nature du deuxième tour.

Renverser le cours de la politique avec l'armée et les chars, c'est faire un coup d'Etat militaire ; manipuler une élection en soumettant l'opinion publique à un tir d'artillerie incessant, multiplier les images de violence, reprendre en boucle les incendies de voitures, exacerber les peurs et agir sciemment sur le scrutin, c'est réaliser un coup d'Etat médiatique.

Ceci doit nous permettre de comprendre pourquoi Bayrou se débat comme un diable dans un bénitier, pourquoi il veut desserrer la nasse dans laquelle on veut l'étouffer ainsi que tous les autres candidats, à l'exception de Sarko-Ségo, en instrumentalisant en outre Le Pen dont on fait un ludion, un *deus ex machina*. D'autant plus que le même Bayrou qui n'avait pas dénoncé l'affaire en 2002, s'est vu ensuite, depuis mai-juin 2002, l'objet d'une

² - *Poison d'avril* présente, sous forme d'une fiction réalisée par William Karel, une partie des éléments de ce sinistre dossier qui mériterait bien de faire l'objet d'une étude exhaustive, quantitative et qualitative des manipulations des médias pendant les douze mois précédant le scrutin.

tentative d'« euthanasie politique ». Comme Ysengrin dans le fabliau, il n'a dû sa survie qu'au prix d'une sévère amputation puisqu'il a perdu la moitié de ses troupes qui, pour subsister, se joignent, munis de leur sportule, à la clientèle de l'UMP.

Une stratégie belle et simple comme une image

Le problème qui se pose dans nos institutions relève de l'escamotage.



Jérôme Bosch, *L'escamoteur*

En avril 2002, les scores respectifs de Chirac, Le Pen et Jospin représentaient respectivement 13.8, 11.7, 11.2 % des inscrits. L'élimination de Jospin permit à Chirac d'être élu au second tour par 82% des votants, l'Assemblée fut une nouvelle fois un parlement croupion : une fois encore, des millions de citoyens ne sont pas représentés par un seul député ce qui renforce évidemment le vote pour les extrêmes.

Il était important, cette fois, en avril 2007, pour les médias comme pour Sarkozy que le/la candidat(e) socialiste soit Ségolène. Qu'on ne s'y trompe pas, les propos de Sarkozy, voici quelques mois, soulignant les mérites et qualités de Ségolène indiquaient bien quel adversaire il souhaitait affronter. Il importe désormais d'en venir à la question des images respectives de Sarko-Ségo.

Quand on monte au cocotier...

Le système et les affaires se sont multipliés depuis Pompidou, le mentor de Chirac, entouré d'hommes de sac³ et de cordes. Depuis, ce fut à qui oserait les plus, emploierait les pires officines. Comment peut-on espérer ensuite gouverner un pays en faisant appel à l'esprit civique des citoyens alors que la conduite des plus hauts responsables n'est pas admissible. C'est là la responsabilité la plus grave de Chirac, même s'il partage cette faute avec certains de ses prédécesseurs.

*

³ - Et du SAC.

Sarkozy poursuit sa campagne. Il a changé, dit-il... soit ! Il est possible qu'il croie en ses valeurs et il a su s'entourer d'hommes et de femmes politiques qui ont une véritable stature, un vrai projet et qui se sont aguerris : Borloo, Fillon et quelques autres. Le premier lui apporte une sérieuse caution sociale, une efficacité réelle et une part d'humanité. Le second tient un discours très intéressant sur la restauration du politique, du jeu des institutions, du rôle du parlement, bref de la vie démocratique globale. La question qui se pose est de savoir ce qui restera de tout cela. Le discours me semble ne pas vraiment cadrer avec la pratique de Sarkozy qui entend tout contrôler. Qu'en sera-t-il s'il est élu ?

Ségolène : une image composite. Entre la Madone et Evita Peron, une empathie populiste qui draine bien des ralliements malgré une ligne fluctuante et un programme à géométrie variable

En ce qui concerne Ségolène Royal, ce qui était à craindre a failli se produire avant le discours de Villepinte ; elle se mettait en torche, et le parti avec. Le problème du parti socialiste est simple et gravissime à la fois : que représente-t-il aujourd'hui ? Quel est son substrat idéologique et de classe ?

Avec les citoyens appartenant à la fonction publique ayant dépassé la quarantaine, on ne fait pas un électorat, d'autant plus qu'un tiers seulement des enseignants s'apprête à voter socialiste contre deux tiers avant le ministère Allègre et les propos de Ségolène qui, non seulement relèvent de la maladresse, mais prouvent, une fois encore, qu'en bonne énarque, elle ignore tout des réalités concrètes de la profession. Le P.S. a non seulement perdu l'électorat ouvrier, mais en outre, pour les moins de trente, voire quarante ans, il est sans image, il n'existe pas. Il dévisse comme l'a fait le P.C., incapable de faire son *aggiornamento* et de se donner une ligne.

Avec une ligne « de gauche » de type Fabius/Emmanuelli, le P.S. se condamne définitivement à rester un courant exclusivement oppositionnel et relativement marginal. Les démocraties du Nord de l'Europe, où le P.S. est régulièrement au pouvoir avec les succès que l'on sait : peu de chômage, protection sociale solide, syndicalisation massive, suivent la voie réformiste de la social-démocrate. Le P.S. français se refuse à choisir cette voie, pour des raisons historiques et de nature, comme l'explique Rocard. Peut-il ou non agir autrement ? C'est loin d'être assuré ; il n'en demeure pas moins que cette attitude est suicidaire : il se condamne à être progressivement laminé. Aujourd'hui, l'ensemble de la gauche ne représente plus que 40% du poids électoral et la situation ne peut que s'aggraver tant que les leaders en resteront, comme Hollande aujourd'hui, à des manœuvres tactiques, sans stratégie ni projet.

Ségolène joue donc sa campagne sur une image, un jeu d'images : « être une femme », avec du charme et de l'autorité - savoir s'imposer, même, et surtout aux hommes dans le marigot politico-phallocratique. Il lui faut se présenter - comme à l'émission de TF1 - en femme attentive, assistante sociale, infirmière, en charge des remédiations, en empathie avec l'ensemble des misères du monde, répondant positivement à toutes les requêtes... Mais ceci ne constitue ni un programme ni une ligne politique. Elle peut certes remonter dans les sondages, ce rôle lui va si bien et il est tellement en phase avec l'empathie compulsive de TF1.

Elle a voulu se débarrasser des éléphants du P.S. ; cela pourrait se comprendre, mais il fallait procéder en douceur, ne rien faire ouvertement avant l'issue du scrutin. Aujourd'hui elle se voit contrainte de les réintégrer dans son état-major, à cause de la tournure que prenait la campagne. Ce virage à 180° ne sera pas vraiment compris de l'opinion ; la réintégration des anciens n'est pas plus judicieuse que n'était leur mise à l'écart systématique. Certes Mauroy s'est extasié, voici trois mois, vantant les mérites du populisme⁴ car : « dans populisme, il y a peuple... » (qui, à gauche aurait osé tenir pareil langage hier quand le populisme était considéré comme une maladie honteuse ?), mais je ne vois pas qui sera incité à voter Ségolène en raison du retour de la vieille garde et de la présence des chefs des anciennes « familles ».

Mais il y a pire ; elle a multiplié les erreurs tant en ce qui concerne deux dossiers majeurs : la politique étrangère, avec les propos tenus en Chine, et surtout au Moyen-Orient. Après sa visite en Israël, ses propos rappelaient, à ceux qui se souviennent de l'expédition de Suez, et qui savent quel a été l'engagement de la France pour aider Israël à se doter de la puissance nucléaire (même s'il n'existe pas « officiellement »), le soutien inconditionnel de notre pays à l'Etat Hébreu, en 1956, au bon temps de Guy Mollet.

Chaque citoyen sensé peut volontiers admettre qu'un candidat ou un président ne sache pas tout, mais il s'entoure de conseillers. Tous ont entendu depuis quelques jours les propos d'Hubert Védrine sur la situation internationale, vision globale et précise, intelligence des problématiques du moment et de celles à venir, juste appréciation des enjeux et des marges de manœuvre ; de même, en matière de politique de défense, Alain Richard, ministre sous Jospin, possède une excellente connaissance des dossiers. C'est à eux qu'elle devait faire appel.

Ne pas aller sur place avec eux, en leur donnant la parole, pour présenter les voies à suivre et exposer des dossiers qu'ils connaissent parfaitement, relève de l'inconscience, de la légèreté, d'un irréalisme politique.

⁴ - C'est cette mise en avant d'une forme de populisme et cette démarche compulsive qui peuvent, dans une certaine mesure, rappeler l'image qui était celle d'Evita Peron pour les Argentins, même si comparaison n'est pas raison.

Quant aux relations avec la presse, Ségolène se méfie, à juste titre, des journalistes ; c'est une force et une faiblesse. Elle leur a tenu la bride haute, ils aiment tant raconter... mettre en valeur le n'importe quoi ! Elle sait qu'ils ont liquidé Jospin qui ne s'est pas remis des propos qu'il avait tenus sur Chirac. Mais les journalistes sont, qu'ils le veuillent ou non, pour 80% d'entre eux, à la solde des grands groupes qui soutiennent Sarkozy (Lagardère, Bouygues, Vivendi). Il suffit de jeter un coup d'œil sur leurs blogs pour comprendre qu'ils ne lui pardonnent pas cette mise à distance, et font/feront tout pour la déstabiliser.

C'est le moment de relever une prise de position qui ne manque pas de sel. On entend depuis quelque temps les journalistes (et des hommes politiques qui prennent le relais) dénoncer le poids d'internet dans la campagne. Ils ne supportent pas ces prises de parole, ces interventions non contrôlées, sans ce décryptage fin de ces analystes remarquables (autoproclamés), qui poussent des cris de vierge effarouchée si un invité se cabre devant une question. Aussitôt ils en appellent à la rédaction, aux journaux comme le fit Pierre Weil après son algarade avec Philippe de Villiers un dimanche matin. Pouvoir sans contre-pouvoir, ils ont tous les droits ; ceux qu'ils traînent dans la boue, aucun !

Ils oublient, ces charmants défenseurs de la déontologie, qu'ils sonnent régulièrement l'hallali contre tel ou tel, qu'ils ont acculé Salengro au suicide en 1936, puis Robert Boulin (à moins qu'il n'ait été suicidé) et Pierre Bérégovoy⁵. Ils oublient comment ils ont traité l'affaire du petit Grégory⁶ et celle d'Outreau ; il y a là quelque chose qui tient plus des *Chasses du comte Zaroff* que du *J'accuse* de Zola ! Et ils voudraient limiter les prises de position et blogs sur internet ! Est-ce comique, tragique, ou obscène ?

L'extrême-gauche donne un spectacle cocasse ; la belle unité du vote NON à la constitution européenne a volé en éclats devant les ambitions de chacun et le placement respectif des trois familles trotskystes inconciliables. Le plus rassembleur, celui qui aurait fait le meilleur score était sans doute José Bové, avec sa posture de tribun. Arlette Laguiller conservera une partie seulement de sa clientèle, le score de Besancenot va, lui aussi s'amenuiser ; seuls les plus convaincus voteront pour une position de refus absolu de soutien à la gauche⁷. Ils ont écouté le discours qui affirmait que la gauche et la droite c'était pareil, l'expérience des cinq années écoulées aura peut-être appris à quelques-uns qu'il existe au moins des nuances. Quant à Marie-George Buffet, elle risque d'obtenir un résultat comparable à celui de Robert Hue.

⁵ - Calmette, journaliste au Figaro s'apprêtait à faire subir le même sort à Caillaux qui avait eu le mauvais goût de mettre en place l'impôt sur le revenu et de faire payer, aussi, les riches. Madame Caillaux mit un terme au harcèlement en expédiant le plumeau *ad patres*.

⁶ - Il faut lire : *Le bûcher des innocents*, de Florence Lacour, qui a suivi l'affaire en tant que journaliste avant de démissionner, écoeurée des pratiques qui avaient cours dans le milieu et la collusion existant entre la presse, les enquêteurs et les magistrats.

⁷ - Ce dont Chirac a dû leur être, j'espère, très reconnaissant.

La mouvance écologique ne peut engranger le stock important dont semblait pouvoir disposer Nicolas Hulot. La majorité de ceux qui avaient manifesté de l'intérêt pour sa candidature retournent, naturellement, vers leur orientation politique traditionnelle. Nul ne peut savoir si le contingent de voix potentielles allant vers Hulot se serait maintenu pendant une campagne. L'écologie semble devoir être prise en compte au sein du politique lui-même, c'est le sens de la charte de Nicolas Hulot dont personne ne sait comment et jusqu'à quel point elle sera respectée par les amis des grands groupes, les mandants du double lobby pétrolier et de l'agriculture intensive. Le score de Voynet demeure, et risque de demeurer très bas, ce qui tient à plusieurs facteurs : lien avec le parti socialiste (on considère, en partie à juste titre, qu'elle est là pour constituer un réservoir de voix pour le second tour, comme Taubira en 2002... mais il n'y eut pas de second tour), et surtout le précédent que constitue son passage au ministère, sa gestion calamiteuse de l'affaire Erica. Certains continuent, en outre, à penser qu'il eût été plus intelligent de reprendre et d'améliorer le projet du canal Rhin-Rhône que de l'abandonner en 1997 ; le transport fluvial n'est-il pas le plus économique et le moins polluant, comme le savent les pays du Nord de l'Europe !

Quant à la position de Corinne Lepage, elle est authentiquement écologique, cohérente, mais continue à n'obtenir qu'un score très faible.

A l'extrême droite, il est impossible de prévoir, pour l'instant, le résultat de Le Pen. Entre 13% et 20%, la marge est importante. Il dit pouvoir compter sur 20% des voix, c'est possible, mais l'hypothèse se réduit du fait de l'importance du vote Sarkozy ; d'autre part l'engagement des citoyens dans la campagne est beaucoup plus important et limitera peut-être au moins le pourcentage des voix qu'il obtiendra. Il faut surtout prendre en compte le changement d'image et de style de campagne. D'une part, malgré l'allure qu'il tient à afficher, Le Pen apparaît quand même pour ce qu'il est : un homme âgé dans lequel ses sympathisants auront du mal à voir l'avenir de la France. D'autre part, il tient, désormais, à donner de lui-même une image respectable.

En ce sens, et toutes proportions gardées, il agit comme Chirac, mais il a surtout une héritière en passe de reprendre le flambeau et qui défend très habilement des positions moins extrémistes que celles du vieux chef dans les années passées. Celui-ci souhaiterait sans doute accéder une nouvelle fois au second tour, mais, même si ce n'est pas le cas, il aura eu la satisfaction d'avoir fait progresser ses idées. En ce sens il est profondément redevable à l'aveuglement des uns, à la naïveté des autres. Jospin en se refusant de poser le problème de la sécurité s'est trouvé devant une dérive sécuritaire, qui lui a valu sanction.

La campagne de de Villiers semble stagner. Les idées qu'il met en avant ressemblent de plus en plus à celles de Le Pen. Comme il est plus jeune et a quelques réussites à son actif

dans son département, il aurait pu espérer partager les voix avec ce dernier. Il n'en est rien, il est vrai qu'il se caricature parfois lui-même, que les médias mettent évidence ces images caricaturales et n'hésitent pas à taper en-dessous de la ceinture, comme ce fut le cas le dimanche 10 décembre sur France Inter.

Reste le cas Bayrou. Sa progression actuelle est surprenante et remarquable, d'une part parce qu'elle contraste avec le poids de la famille politique centriste, en régression, qui reste sur les deux échecs successifs de Giscard et de Barre ; d'autre part parce que l'UDF a été victime d'une tentative d'euthanasie active, avec la création de l'UMP, et d'hémorragies successives en raison du départ de tous ceux qui étaient désireux de garder leur siège, d'obtenir un poste de ministre, d'où les ralliements successifs aujourd'hui encore d'un Santini ou d'un Christian Blanc.

En outre, le centre n'a pas de positions idéologiques vraiment marquées, mais en l'état actuel des choses ce fait même peut le servir. La bipolarisation de la vie politique aboutit à nombre d'aberrations ruineuses : le rejet de toute proposition du camp d'en face ; la suppression de tout ce qui a été fait. Le coût des nationalisations mitterrandiennes a été une catastrophe financière parce que celui-ci a choisi de nationaliser à 100% au lieu de s'assurer avec 51%, voire 33% le contrôle des sociétés. Les dénationalisations ont été faites de façon aussi stupide et onéreuse pour les finances de l'État⁸ et de la Nation puisque c'est de ce moment que date la montée en (im)puissance de la gigantesque dette publique. Celle-ci, qui limite les marges de manœuvre du pays, pèse excessivement lourd sur la société actuelle et si injustement sur les générations futures, provient de cette double aberration d'une nationalisation qui a coûté beaucoup plus cher que nécessaire, et d'une dénationalisation engagée tout aussi stupidement au nom d'un principe d'opposition frontale gauche/droite. Idéologie quand tu nous tiens !...

Errare humanum est, perseverare diabolicum !

La gauche entend, si elle revient au pouvoir, supprimer la loi Fillon sur les retraites au lieu de l'amender, ce qu'il faudra faire de toute façon. Bayrou a su mettre en évidence les aberrations de ces pratiques politiques ruineuses. Nous avons vu combien le rôle des médias est aujourd'hui totalement antidémocratique ; Bayrou a dénoncé cette dérive et il propose, à juste titre, que la loi interdise la pratique incestueuse qui consiste, pour des grands groupes industriels bénéficiant de commandes gigantesques de l'État, à être propriétaires de groupes médiatiques contrôlant 80% du marché totalement inféodés au pouvoir en place.

⁸ - (Re)lire Rocard : *Si la gauche savait.*

Restaurer la démocratie suppose qu'on mette un terme à une pratique qui relève des sociétés de castes, d'une Nomenklatura qui confisque les places et les postes à son profit exclusif.

Il faut remettre en place des pratiques démocratiques, redonner à la société française la mobilité dont elle a besoin, ce qui ne peut se faire qu'en programmant de véritables réformes constitutionnelles. La progression des intentions de vote en faveur de Bayrou vient du fait qu'il a trouvé le ton juste, notamment vis-à-vis des journalistes qui, eux, n'arrivent pas à sortir du schéma de la bipolarisation (il suffit d'ouvrir *Le Monde* pour s'en convaincre) mais également du fait qu'il est le seul à mettre en avant l'urgente nécessité de réformer en commençant par économiser les deniers de l'État. Le Canada a su le faire et redresser une situation aussi mal engagée que la nôtre, mais cela supposait, comme dans les démocraties du Nord, de limiter drastiquement les dépenses et le train de vie de l'État. Ceci suppose que les politiques soient au service de l'État au lieu de se servir de lui.

La tâche est rude, si rude qu'en 1995, Delors qui avait manifestement de grandes chances de gagner la présidentielle, en raison de sa carrière, son courage, son honnêteté, ses engagements passés, renonça à se présenter⁹. Il tint à s'expliquer et à justifier son refus. Les images de cette mise au point, en direction des citoyens, viennent de repasser sur la chaîne Histoire. Elles apparaissent aujourd'hui, douze ans plus tard, comme absolument consternantes de vérité et posent exactement le problème de la campagne¹⁰. J'aurais pu être élu, dit-il, mais en mentant à mon parti car celui-ci n'était pas prêt à accepter que je mène la politique que je jugeais nécessaire pour le pays.

Ces phrases résonnent étrangement quand on voit les candidats principaux égrener leurs promesses ! Alors qu'il faudrait dépenser mieux pour dépenser moins, ils promettent à tout va, à toutes les catégories : on doublera les budgets, on réalisera tout, tout... tout est à « l'avenant ».

Chaque catégorie peut-être satisfaite, mais les citoyens vont peut-être commencer à comprendre que l'alternative sera simple : ou bien les promesses ne seront pas tenues, ou bien on plombera encore plus le budget de l'État en gonflant la dette jusqu'à ce qu'on arrive à une situation comparable à celle de l'Argentine, à moins que les deux ne soient vrais en même temps.

⁹ - Il fut, rappelons-le, l'un de ceux qui avec Simon Nora travaillèrent avec Chaban sur cette Nouvelle Société, société du contrat que Chirac n'a eu de cesse de mettre à bas. L'un de ses derniers actes politique n'a-t-il pas été de supprimer définitivement le secrétariat au plan, ce plan cher à l'équipe Chaban, dont de Gaulle ne cessa jamais de réaffirmer « l'ardente nécessité ».

¹⁰ - Principalement de celle de Ségolène, pour des raisons « partisans », mais la majeure partie de tous les autres passent leur temps à tout promettre parce qu'ils sont persuadés que, s'ils disent la vérité, ils sont assurés d'échouer et entendent gagner l'élection à tout prix. Peu importe l'échec de la politique qui suivra : « après nous le déluge !... »

Mais nous en arrivons par conséquent aux questions de programmes sur lesquelles je reviendrai très bientôt, puisque les principaux candidats en ont présenté les grandes mesures, et qu'il est désormais possible de saisir leur stratégie... ou l'absence de celle-ci.

Jean-Louis Benoît (28/02/2007)